

REPUBLIQUE
DE
VANUATU



REPUBLIC
OF
VANUATU

JOURNAL OFFICIEL

OFFICIAL GAZETTE

23 janvier 1984

No. 4

23rd January, 1984

SONT PUBLIES LES TEXTES SUIVANTS

"Companies Regulation" de 1971
(telle que modifiée) DISSOLUTION
DE SOCIETES - Ordonnance de 1983
relative aux droits exigibles des
sociétés

NOTIFICATION OF PUBLICATION

SOMMAIRE

PAGE

AVIS D'INSCRIPTION
MODIFICATIVE

9

AVIS DE RADIATION

10

CONTENTS

PAGE

LEGAL NOTICES

1-8

"Companies Regulation" de 1971 (telle que modifiée)

DISSOLUTION DE SOCIÉTÉS

Ordonnance de 1983 relative aux droits exigibles des sociétés

Fait le 3 octobre 1983

Date d'entrée en vigueur : 3 octobre 1983

LE PRÉSIDENT DE LA COUR SUPRÊME

VU le paragraphe 3 de l'article 375 de la "Companies Regulation (Cap.9)",

O R D O N N E

1. 1) La présente ordonnance, intitulée "ordonnance de 1983 relative aux droits exigibles des sociétés", entrera en vigueur le 3 octobre 1983.
2) La loi d'interprétation n° 9 de 1981 qui régit l'interprétation des textes législatifs s'applique, au même titre, à la présente ordonnance.
2. Les droits et taux exigibles pour chacun des actes accomplis lors de la dissolution d'une société sont ceux visés en annexe.
3. 1) Tous les droits et taux visés en annexe sont payables comptant.
2) Lors de tout paiement effectué entre les mains d'un auxiliaire de justice, il appartient au redevable de préciser que les droits versés correspondent à un acte accompli lors de la dissolution d'une société.
4. Lorsque la cour suprême a approuvé la reconstitution d'une société en dissolution ou a accordé un concordat, ou lorsque l'administrateur judiciaire ou le liquidateur estime, pour tout autre motif, que les droits sont trop élevés, la cour peut, sur la requête de l'administrateur judiciaire ou du liquidateur, ordonner tout abaissement des droits qu'elle juge opportun.

Le 3 octobre 1983

Le président de la cour suprême

Frédéric G. COOKE

A N N E X E

N° du droit	Désignation des actes	Montant
1.	Lors de l'insertion au Journal officiel d'un avis de dissolution par le cour suprême :	2.500 VT
2.	<p>Lorsque l'administrateur judiciaire assume provisoirement les fonctions de liquidateur en vertu de l'article 269 de la "Companies Regulation" de 1971, dans l'un des cas suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - aucune ordonnance de liquidation n'a été rendue ; - l'ordonnance a été abrogée ; - la procédure est suspendue jusqu'à ce que les créanciers et associés se réunissent en assemblée statutaire ; <p>le montant des droits est fixé par la cour suprême en fonction de ce qui peut être raisonnablement exigé du requérant ou de la société, selon ce que la cour ordonne.</p>	
3.	<p>Dans les cas où une ordonnance de liquidation a été rendue mais où l'administrateur judiciaire cesse d'assumer les fonctions de liquidateur après que les créanciers et les associés se sont réunis en assemblée statutaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) pour l'ensemble des fournitures de bureau, des imprimés, des frais de photocopie, de port, de téléphone, de télex (y compris les frais de convocation des créanciers et des associés aux assemblées et aux audiences du tribunal) : <ul style="list-style-type: none"> i) pour un nombre de créanciers et de membres n'excédant pas 25 ii) au-dessus de 25, pour chaque tranche supplémentaire de 10 créanciers ou de 10 membres au plus 	<p style="text-align: right;">10.000 VT</p> <p style="text-align: right;">2.500 VT</p>

Ce montant ne comprend pas le droit exigé par l'administrateur judiciaire ou le liquidateur pour convocation d'une assemblée de créanciers ou d'associés ainsi qu'il est dit à l'article R.132 de la "(United Kingdom) Companies (winding up) Rules" de 1949.

b) Tout montant supplémentaire que la cour estime raisonnable.

4.

lorsqu'une ordonnance de liquidation a été rendue :

a) sur toutes sommes portées à l'actif de la société par l'administrateur judiciaire (y compris les sommes reçues en faveur des créanciers nantis et des porteurs d'obligations et les sommes portées à l'actif de la société par l'administrateur judiciaire assumant les fonctions de liquidateur en vertu du paragraphe 1), alinéa a), de l'article 270 de la "Companies Regulation" de 1971, mais à l'exclusion de toutes sommes engagées en vue de couvrir les frais d'exploitation de la société) :

i)	jusqu'à 500.000 vatu	20%
ii)	de 500.001 vatu à 2.000.000 vatu	15%
iii)	de 2.000.001 vatu à 10.000.000 vatu	10%
iv)	pour tous montants supérieurs (sous réserve d'un droit minimum de 50.000 vatu).	5%

5.

A la date arrêtée à laquelle, en vertu de l'article 279 de la "Companies Regulation" de 1971 (Cap.9), les liquidateurs (y compris l'administrateur judiciaire s'il assume les fonctions de liquidateur) doivent remettre au ministre des finances leurs états de recettes et de dépenses, un droit sera exigé sur le montant porté à l'actif de la société, conformément au barème ci-après défini. Ce montant comprend les sommes recouvrées à la suite des appels de fonds lancés auprès des associés mais ne comprend pas 1) les sommes prélevées sur les fonds ainsi recueillis en vue de financer les frais d'exploitation de la société et 2) les sommes versées par l'administrateur judiciaire ou le liquidateur aux créanciers nantis (autres que les porteurs d'obligations)

i) jusqu'à 1.000.000 vatu	5%
ii) de 1.000.001 Vatu à 10.000.000 Vatu	3,5%
iii) de 10.000.001 vatu à 100.000.000 vatu	2%
iv) pour tous montants supérieurs	1%

(sous réserve d'un droit minimum de 25.000 vatu).

6.

Le montant des dépenses engagées par l'administrateur judiciaire pour couvrir ses frais de déplacement et d'hébergement, les frais d'administration des biens sociaux, de justice, de publicité et de tout autres dépenses légitimement encourues.

7.

Lorsque, sur la requête d'un créancier nanti ou d'un syndic désigné par un créancier nanti, le liquidateur (ou l'administrateur judiciaire assumant les fonctions de liquidateur) cède un bien grevé de charges créées par la société :

sur le prix de vente du bien

0,5%

8. Lorsque l'administrateur judiciaire accomplit une tâche non visée dans la présente annexe, tout montant que la cour, sur demande de l'administrateur judiciaire, estime raisonnable.

NOTE EXPLICATIVE

(La présente note ne fait pas partie de l'ordonnance).

Dans la présente ordonnance sont définis les droits payables à l'administrateur judiciaire en règlement des divers actes accomplis lors de la dissolution d'une société. La présente ordonnance remplace l'annexe 11 de la "Companies Regulation" de 1971 qui a été abrogée.

REPUBLIC OF VANUATU

COMPANIES REGULATION (CAP.9)

TAKE NOTICE pursuant to Section 369 of the Companies Regulation (Cap.9) the name of:

DOMINICAN BANKING LIMITED

has been struck off the Register of Companies at Port Vila, Vanuatu and the company dissolved.

Dated at Vila this twelfth day of January, 1984.

S.Uren
Registrar of Companies

REPUBLIC OF VANUATU

COMPANIES REGULATION (CAP.9)

TAKE NOTICE pursuant to Section 369 of the Companies Regulation (Cap.9) the name of:

CARLYLE LIMITED

has been struck off the Register of Companies at Port Vila, Vanuatu, and the company dissolved.

Dated at Vila this seventeenth day of January, 1984.

S.Uren
Registrar of Companies



REPUBLIC OF VANUATU

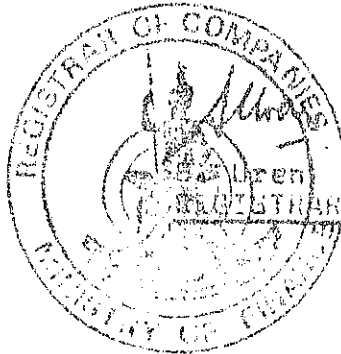
COMPANIES REGULATION (CAP.9)

TAKE NOTICE pursuant to Section 369 of the Companies Regulation (Cap.9) unless cause be shown to the contrary, the name of:

OCEAN SERVICES LIMITED

will be struck off the Register of Companies at Port Vila, Vanuatu and the company dissolved at the expiration of three months from the date of this notice.

Dated at Vila this eighteenth day of January, 1984.



THE COMPANIES REGULATION 1971
NOTICE FOR "VANUATU GAZETTE" (RULE 42)

NOTICE OF WINDING-UP ORDER

NAME OF COMPANY: Finex Holdings Limited



ADDRESS OF REGISTERED OFFICE: c/- Asiatic Trust Company Limited
3rd Floor, Lotam House, P.O. Box 300
Port Vila, Vanuatu.

COURT: THE SUPREME COURT OF VANUATU

NUMBER OF MATTER: No. 232 OF 1983

DATE OF ORDER: 18th January, 1984

DATE OF PRESENTATION OF PETITION: 16th December, 1983



S. Uren
OFFICIAL RECEIVER AND
PROVISIONAL LIQUIDATOR

DATED THIS 18th DAY OF January 1984

THE COMPANIES REGULATION 1971
NOTICE FOR "VANUATU GAZETTE" (RULE 42)

NOTICE OF WINDING-UP ORDER

NAME OF COMPANY: Oil Feed Pacific Limited

ADDRESS OF REGISTERED OFFICE: c/- Asiatic Trust Company Limited, 3rd Floor
La Lem Building, Port Vila, Vanuatu.

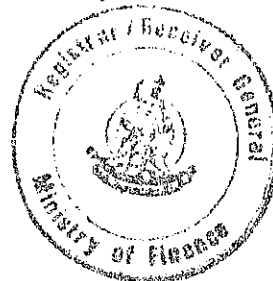
COURT: THE SUPREME COURT OF VANUATU

NUMBER OF MATTER: No. 230 OF 1983

DATE OF ORDER: 18th January, 1984

DATE OF PRESENTATION OF PETITION: 16th December, 1983

S. Uren



S. Uren
OFFICIAL RECEIVER AND
PROVISIONAL LIQUIDATOR

DATED THIS 18th DAY OF January, 1984

THE COMPANIES REGULATION 1971
NOTICE FOR "VANUATU GAZETTE" (RULE 42)

NOTICE OF WINDING-UP ORDER

NAME OF COMPANY: Paciflex Investment & Trading Company Limited

ADDRESS OF REGISTERED OFFICE: c/- Pilotte Nominees Limited, Second Floor, Law House, Kumul Highway, Port Vila, Vanuatu.

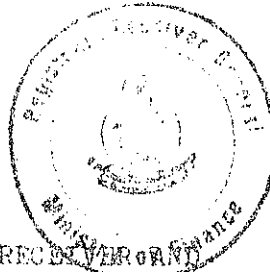
COURT: THE SUPREME COURT OF VANUATU

NUMBER OF MATTER: No. 233 OF 1983

DATE OF ORDER: 18th January, 1984

DATE OF PRESENTATION OF PETITION: 15th December, 1983

S. Uren



S. UREN
OFFICIAL RECEIVER AND
PROVISIONAL LIQUIDATOR

DATED THIS 18th DAY OF January, 1984

THE COMPANIES REGULATION 1971
NOTICE FOR "VANUATU GAZETTE" (RULE 42)

NOTICE OF WINDING-UP ORDER

NAME OF COMPANY: Eastern Agencies Limited


ADDRESS OF REGISTERED OFFICE: c/- Asiatic Trust Company Limited
3rd Floor, Lolam Building, Port Vila
Vanuatu.

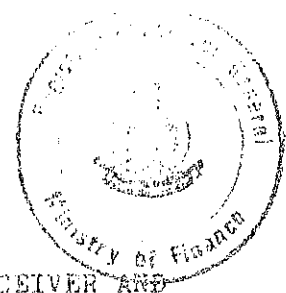
COURT: THE SUPREME COURT OF VANUATU

NUMBER OF MATTER: No. 235 OF 1983

DATE OF ORDER: 15th January, 1984

DATE OF PRESENTATION OF PETITION: 15th December, 1983


S. Uren
OFFICIAL RECEIVER AND
PROVISIONAL LIQUIDATOR





DATED THIS 16th DAY OF January 1984

THE COMPANIES REGULATION 1971
NOTICE FOR "VANUATU GAZETTE" (RULE 42)

NOTICE OF WINDING-UP ORDER

NAME OF COMPANY: Lelepps Land Development Corporation Limited
ADDRESS OF REGISTERED OFFICE: c/- George Vesaris & Company, 2nd Floor,
Law House, Kumul Highway, Port Vila, Vanuatu.
COURT: THE SUPREME COURT OF VANUATU
NUMBER OF MATTER: No. 234 OF 1983
DATE OF ORDER: 18th January, 1984
DATE OF PRESENTATION OF PETITION: 16th December, 1983


S. Uren
OFFICIAL RECEIVER AND
PROVISIONAL LIQUIDATOR



DATED THIS 18th DAY OF January, 1984

THE COMPANIES REGULATION 1971
NOTICE FOR "VANUATU GAZETTE" (RULE 42)

NOTICE OF WINDING-UP ORDER

NAME OF COMPANY: Hamstead Enterprises Limited


ADDRESS OF REGISTERED OFFICE: c/- Asiatic Trust Company Limited
3rd Floor, Lolam House, P.O. Box 300
Port Vila, Vanuatu.


COURT: THE SUPREME COURT OF VANUATU

NUMBER OF MATTER: No. 231 OF 19 83

DATE OF ORDER: 18th January, 19 84

DATE OF PRESENTATION OF PETITION: 16th December, 19 83


S. Uren
OFFICIAL RECEIVER
PROVISIONAL LIQUIDATOR



DATED THIS 18th DAY OF January, 19 84

COUR SUPREME DE VANUATU

AVIS D'INSCRIPTION MODIFICATIVE

D'une déclaration déposée le 12 Décembre 1983, aux fins d'inscription modificative à l'immatriculation effectuée au Greffe de la Cour Suprême de Vanuatu à Port-Vila concernant la société dénommée "SOCIETE HEBRIDAISE DE CINEMA", Société à responsabilité limitée au capital de 400.000 vatus dont le siège social est : Port-Vila, CINE-PACIFIQUE, Rue André Ballande (VANUATU) et immatriculée au Registre du Commerce de cette ville sous le n° 79 B 327, il résulte que :

Suivant délibération en date du 10 Mai 1983 l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés de la Société Hébridaise de Cinéma a décidé de modifier la dénomination social "S.C.F." qui devient "VANUATU CINEMA COMPANY". (par abréviation V.C.C.).



Port-Vila, le 13 décembre 1983
Le Greffier Adjoint de la Cour
Suprême,

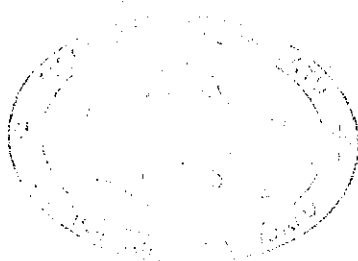
M. Rakau

M. RAKAU

AVIS D'INSCRIPTION MODIFICATIVE

D'une déclaration déposée le 13 Décembre 1983, aux fins d'inscription modificative à l'immatriculation effectuée au Greffe de la Cour Suprême de Vanuatu à Port-Vila concernant la société dénommée "SOCIETE AFRICAINE FORESTIERE ET AGRICOLE", Société Anonyme au capital de 252.540.000 vatus dont le siège social est : Port-Vila, Rue HENNINGSON, B.P. 29, (VANUATU) et immatriculée au Registre du Commerce de cette ville sous le n° 76 B 246, il résulte que :

Suivant la réunion du Conseil d'Administration du 02 Mai 1983, la société AFRICAISE FORESTIERE ET AGRICOLE a pris la démission de ses fonctions d'administrateur.



Port-Vila, le 13 Décembre 1983
Le Greffier Adjoint de la Cour
Suprême,

M. Rakau

M. RAKAU

COUR SUPREME DE VANUATU

AVIS DE RADIATION

D'une déclaration déposée le 12 Janvier 1984 au Greffe de la Cour Suprême de Vanuatu, il résulte que :

La société dénommée "COMPAGNIE NAVALE DE VANUATU", (C.N.V.) - S.A.R.L. au capital de 400.000 vatus, en liquidation, ayant son siège social à Port-Vila, Immeuble Ballande VANUATU-rue Higginson et pour objet toutes activités se rapportant aux transports maritimes et au commerce interinsulaire itinérant, a fait une demande de radiation au Registre du Commerce de Port-Vila de son immatriculation N° 81 B 352.

Fait à Port-Vila le 12 Janvier 1984

Le Greffier Adjoint :



M. RAKAU